UNIVERSITÉ DU BURUNDI
GRENIER DU SAVOIR DU BURUNDI
Dépôt institutionnel officiel
https://repository.ub.edu.bi

Du processus d'ajustement des recettes et dépenses publiques é l'inflation au Burundi : une évaluation empirique (1970-2009), pp. 1-19

NZIRORERA Cyriaque

2012-09

UB, Cahiers du CURDES

https://repository.ub.edu.bi/handle/123456789/684

NZIRORERA Cyriaque, Du processus d'ajustement des recettes et dépenses publiques é l'inflation au Burundi : une évaluation empirique (1970-2009), pp. 1-19, Cahiers du CURDES n° 13, Septembre 2012

Document téléchargé depuis le **Grenier du Savoir du Burundi** — https://repository.ub.edu.bi

« Du processus d'ajustement des recettes et dépenses publiques à l'inflation au Burundi : Une évaluation empirique (1970-2009) »

par
Cyriaque NZIRORERA[1]

Résumé

Ce travail cherche principalement à mesurer les effets de la hausse des prix sur le niveau des recettes et dépenses publiques ainsi que leur vitesse d'ajustement à l'inflation.

Les résultats obtenus montrent que l'élasticité des dépenses publiques est supérieure à celle des recettes publiques contrairement à l'esprit du modèle théorique utilisé. De plus, on trouve que le retard moyen d'ajustement des dépenses publiques réelles à l'inflation est inférieur au retard moyen d'ajustement des recettes. Enfin, à la lumière de ces résultats, ce travail formule quelques suggestions de politique économique.

Mots-clés *: Recettes publiques, dépenses publiques, inflation, ajustement des recettes et dépenses à l'inflation, Burundi.*

1. Introduction

Au début de chaque année budgétaire, on assiste au Burundi à une hausse des prix de la plupart des produits et des facteurs de production. Mais l'année 2011 aura été particulière : sur le plan de hausse des prix, la situation s'est dégradée. A titre d'exemple, le Gouvernement a revu à la hausse les prix des produits pétroliers à plusieurs reprises: jusqu'au mardi 17mai 2011, et pour la 5ème fois, 1 litre d'essence coûtait 2080 BIF contre 2000 BIF, représentant la 4ème hausse. Le prix des passeports est passé de 50.000 BIF à 220.000 BIF,

[1] L'auteur tient à remercier Frédéric NIMUBONA, Professeur à l'Université du Burundi, pour ses analyses et commentaires. Toutefois l'auteur reste le seul responsable des erreurs et omissions contenues dans cet article.

soit un taux d'accroissement de 340 %. Pire encore, les tarifs de l'eau et de l'électricité, produits de première nécessité par excellence, ont augmenté en moyenne de plus de 200 %. En date du 3 août 2011, la commission « Bonne Gouvernance et Privatisation » de l'Assemblée nationale a donné son feu vert à une hausse des tarifs de l'eau et de l'électricité, hausse pourtant contestée en date du 1er juin 2011 mais devant désormais intervenir dès le 1er septembre 2011.

Dans la foulée, les prix des autres produits de première nécessité, à savoir le prix du ticket de bus, les prix des produits alimentaires, le prix du sucre ... connaissent une envolée sans cesse croissante alors que l'on assiste à un appauvrissement presque collectif de la population burundaise !

Les éléments explicatifs de la hausse des prix, présentés par la littérature économique, sont repris ci-après:

- la hausse inconsidérée de l'offre de monnaie alors que le produit global en termes réels reste constant ;
- l'absence ou la à la réduction du degré de concurrence ;
- les déficits budgétaires;
- la hausse des prix elle –même;
- l'accroissement de la consommation des ménages, des investissements privés par les entreprises ;
- la hausse des dépenses des Pouvoirs publics alors que la production ne suit pas (Jacquemin et Tulkens,1986; C.Nzirorera, 1998).

Cette dernière cause de la hausse des prix lance un débat relatif à la nécessité de la maîtrise des dépenses publiques non obligées de l'Etat, et surtout au partage « équitable » du fardeau des hausses répétitives des prix[2] observées au Burundi. En effet, une des conséquences de

[2] De telles hausses suscitent parfois une certaine défiance vis-à-vis de l'Etat (ou du Gouvernement), fruit d'un pouvoir excessif.

l'absence ou de l'insuffisance de la maîtrise des dépenses publiques, la plus redoutable, est qu'elle conduit au déficit public. Et, lorsque le déficit public est trop élevé, il conduit à une trop forte accumulation de la dette publique et à l'inflation. A son tour, une augmentation du taux d'inflation augmente la valeur réelle du déficit budgétaire dans la mesure où les dépenses publiques nominales augmentent avec la hausse des prix alors que les recettes nominales prennent en général un certain retard (Aghevli et Khan, 1979). Autrement dit, les dépenses gouvernementales s'ajustent plus rapidement que les recettes au changement des niveaux des prix.

Selon la théorie Ricardienne, l'autorité budgétaire ajuste ses dépenses et ses recettes futures de façon à satisfaire sa contrainte budgétaire inter- temporelle. Et ce serait le niveau des prix qui assure l'équilibre.

Parallèlement, selon l'idéologie Keynésienne, les déficits publics sont nuisibles en induisant une hausse des taux d'intérêt, en provoquant une baisse de la demande privée (puisque les agents anticipent les impôts qu'ils devront payer demain) et une baisse de l'offre (en raison de l'anticipation des effets néfastes des impôts futurs). Une des stratégies macroéconomiques efficaces consisterait en une baisse des dépenses publiques, surtout celles non essentielles, qui permettrait une baisse de la fiscalité et qui provoquerait, à son tour, une hausse tant de l'offre que de la demande. Il reste posé un problème de mesure de l'effet de l'inflation sur les recettes et dépenses publiques. En conséquence, une telle recherche suscite les questions ci-après :

Les autorités budgétaires burundaises ajustent-elles le niveau de leurs recettes et dépenses publiques nominales à un changement du niveau des prix ? Avec quelle vitesse de tels ajustements se reflètent –ils dans les décisions concernant le niveau effectif des dépenses ou des recettes ? Quelles en sont les implications ?

Les objectifs de ce travail sont :

- d'estimer les équations des recettes et dépenses publiques.
- d'évaluer la vitesse d'ajustement des recettes et dépenses publiques à l'inflation
- de déterminer les implications des résultats.

Dans cette perspective, après cette introduction (1), il convient d'abord de spécifier le modèle d'analyse et décrire les données utilisées (2). Il faut ensuite estimer les équations des recettes et dépenses publiques (3). Il s'agit enfin de mesurer l'ajustement des recettes et dépenses à l'inflation (4) avant que la conclusion (5) ne tire les implications du débat pour la politique économique.

2. Spécification du modèle d'analyse et description des données

2.1. Spécification du modèle d'analyse

A la suite de Aghevli et Khan (1978,1979)) et de E. Kouassi (1997), notre méthodologie repose sur l'utilisation du modèle dont les équations sont reprises ci-après :

a) Equation des recettes publiques

L'équation des recettes publiques est spécifiée, sous forme logarithmique, comme suit :

$$\text{Log } Rt = t0 + t1 \ (\log Yt + \text{Log } Pt) \qquad (1)$$

Rt = Recettes nominales

t1 (> 0) : Elasticité des recettes publiques

Les recettes de la période t s'ajustent à la différence entre les recettes désirées à la période t et les recettes de la période t-1.

L'on a :

$$\Delta \log Rt = \gamma \ (\log Rt - \log Rt\text{-}1) \qquad (2)$$

Où

γ = Coefficient d'ajustement des recettes à l'inflation

Avec :

$0 < \gamma < 1$

En substituant l'équation (1) dans (2), nous obtenons l'équation pour les recettes nominales. Il vient :

$$\text{Log } R_t = \gamma t_0 + \gamma t_1 (\log Yt + \text{Log } Pt) + (1 - \gamma) \text{ Log } R_{t-1} \quad (3)$$

Ou

$$\text{Log } R_t = \pi_0 + \pi_1 (\log Y_t + \text{Log } P_t) + \pi_2 \text{ Log } R_{t-1} \quad (4)$$

Avec :

$\pi_0 = \gamma t_0$
$\pi_1 = \gamma t_1$
$\pi_2 = 1 - \gamma$

Le retard moyen d'ajustement des recettes (Lr) est :

$Lr = (1 - \gamma)\ \gamma$

L'on admet que les élasticités de long terme pour les recettes (t) sont proches de 1.

b) Equation des dépenses publiques

L'équation des dépenses publiques est spécifiée sous forme logarithmique comme suit :

$$\text{Log } (G/P)t = g0 + g1 \log Yt,\ g1 > 0 \quad (5)$$

Avec :

g1= Elasticité des dépenses publiques réelles par rapport au revenu réel.
A long terme, l'on admet que le Gouvernement souhaite accroître ses dépenses réelles proportionnellement à la croissance du revenu réel, c'est-à-dire que $g_1 = 1$

Par ailleurs, les dépenses publiques réelles de la période t s'ajustent à la différence entre les dépenses réelles souhaitées à la période t et les dépenses réelles de la période précédente.

On aura :

$$\Delta \text{Log } (G/P)t = v [\text{Log } (G/P)t - \text{Log } (G/P)t-1] \quad (6)$$

Avec:

V : est un coefficient d'ajustement des dépenses à l'inflation

Et

$0 < v < 1$

En termes nominaux, la fonction des dépenses publiques s'écrit :

$$\Delta \log Gt = v (\log Gt - Gt-1) \quad (7)$$

En termes nominaux également, la relation (6) s'écrit :

$$\Delta \text{Log } Gt - \Delta \log Pt = v [(\text{Log } Gt - \log Pt) - (\text{Log } Gt-1 - \log Pt-1)] \quad (8)$$

$$\leftrightarrow \Delta \text{Log } Gt = \Delta \log Pt + v [(\text{Log } Gt - \log Pt) - (\text{Log } Gt-1 - \log Pt-1)]$$

$$\leftrightarrow \Delta \text{Log } Gt = v \log Gt - v \text{ Log } Pt - v \log Gt-1 + v \text{ Log } Pt-1 + \Delta \log Pt$$

$\leftrightarrow \Delta Log\ Gt = v[(\ log\ Gt - Log\ Pt\ ) - (\ log\ Gt\text{-}1 - Log\ Pt\text{-}1) + \Delta\ log\ Pt\ ]$

$\leftrightarrow \Delta Log\ Gt = v[\ log\ Gt - Log\ Gt\text{-}1\ ) - (\ log\ Pt - Log\ Pt\text{-}1) + \Delta\ log\ Pt\ ]$

$\leftrightarrow \Delta Log\ Gt = v[(log\ Gt - Log\ Gt\text{-}1\ ) - \Delta log\ Pt] + \Delta\ log\ Pt$

$\leftrightarrow \Delta Log\ Gt = v[\ (log\ Gt - Log\ Gt\text{-}1)\ ] - v\ \Delta log\ Pt + \Delta\ log\ Pt$

$\leftrightarrow \Delta Log\ Gt = v[(\ log\ Gt - Log\ Gt\text{-}1)\ ] + (1\text{-}v)\ \Delta log\ Pt \quad (9)$

A mesure que v tend vers 1, les fonctions (9) nominale et réelle (6) deviennent identiques. En substituant (5) dans (6), l'on obtient la solution pour le niveau des dépenses réelles :

$\Delta Log\ (G/P)t = v\ [g0 + g1\ log\ Yt - log\ (\ G/\ P)\ t\text{-}1)] \quad (10)$

$\Delta Log\ (G/P)t = vg0 + vg1\ log\ Yt - v\ log\ (\ G/\ P)\ t\text{-}1$

$\Delta Log\ (G/P)t = log\ (\ G/\ P)t - log\ (\ G/\ P)\ t\text{-}1$

$Log\ (G/P)t = vg_0 + vg_1\ log\ Yt + (1\text{-}v)\ log\ (\ G/\ P)\ t\text{-}1$

Ou

$Log\ (G/P)_t = \square_0 + \square_1\ log\ Y_t + \square_2\ log\ (G/P)_{t\text{-}1} \quad (11)$

Avec :

$\square_0 = vg_0$
$\square_1 = vg_1$
$\square_2 = 1\text{-}v$

Le retard moyen d'ajustement des dépenses réelles (Ld) est :

$$Ld = (1-v) / v$$

Par ailleurs, le coefficient d'ajustement des dépenses à l'inflation (v) est supérieur au coefficient d'ajustement des recettes (γ) (Aghevli et Khan, 1978). Ainsi, si les dépenses tendent à s'ajuster à leur niveau désiré plus rapidement que les recettes, l'on aura :

$$v > \gamma$$

Nous nous proposons d'estimer uniquement les deux dernières équations car ce sont elles qui cadrent bien avec notre sujet.

2.2. Description des données utilisées

Nous avons retenu les valeurs des variables macroéconomiques sélectionnées sur une période de 40 ans, c'est-à-dire de 1970 inclus à 2009 inclus. Ces statistiques appellent quelques considérations : malgré la diversité des institutions qui s'occupent de la production des statistiques au Burundi (ISTEEBU, Ministère de la Planification du Développement et de la Reconstruction, Ministère des finances, Banque de la République du Burundi), certaines d'entre elles demeurent incomplète et, parfois, peu fiables.
En effet :

- du fait de la place qu'occupe l'économie informelle, rurale et semi-monétarisée, certaines statistiques échappent au contrôle des responsables en charge de cette question et par conséquent demeurent inconnues.

- la comparaison de certaines statistiques révèle parfois des divergences : une même variable peut présenter une valeur différente pour une même année en fonction de l'institution qui la produit.

Malgré ces lacunes, on doit se contenter d'utiliser la meilleure information (statistique) disponible. Aussi, avons-nous recueilli les

données dont nous avions besoin pour ce travail. Les sources de ces données sont indiquées en annexe. Nous avons transformé ces statistiques sous forme logarithmique avant de procéder aux régressions. Cela nous permet d'interpréter les coefficients estimés en termes d'élasticités. Ainsi, on dira par exemple que la variation de 1 % de x entraîne une variation d'un tel pourcentage de y. De plus, l'expression d'une variable sous forme logarithmique permet de réduire sa dispersion (A. Thomas, 2000, p.66). Enfin, les indices des prix à la consommation ont été recalculés en utilisant la base (1980 = 100).

3. Estimation des équations des recettes et dépenses publiques totales

Nous présentons ci-dessous les résultats économétriques relatifs aux estimations des équations des recettes et des dépenses publiques. Les régressions ont été conduites au moyen d'un logiciel économétrique « Eviews 5 ».

3.1. Définition des variables utilisées

C : Une constante
LG : Dépenses publiques réelles exprimées sous forme logarithmique
LG (-1): Dépenses publiques réelles (décalées d'une année) exprimées sous
forme logarithmique
LR : Recettes publiques réelles exprimées sous forme logarithmique
LR(-1): Recettes publiques réelles (décalées d'une année) exprimées sous
forme logarithmique
LY : Produit intérieur brut (en termes réels) exprimé sous forme logarithmique

3.2. Présentation et analyse des résultats des estimations

3.2.1. Présentation des résultats des estimations

Nous présentons ci-après les résultats des régressions obtenus, respectivement pour les équations des recettes publiques et des dépenses publiques totales.

1. Pour les recettes publiques totales, l'on a (les valeurs de la statistique de
Student « t » se trouvent entre parenthèses).

$$\text{Log } R_t = -0,14 + 0,17\ (\log Y_t + \text{Log } P_t) + 0,74\ \text{Log } R_{t-1}$$
$$(-0,28) \quad (2,03) \qquad\qquad (6,14)$$

R^2 = 0,988
R2-adj. = 0,987
DW = 1,73
F = 1550,5
Lr = 2,8
t1 = 0,65

Où :

R^2 = Coefficient de détermination au carré
R^2-aj. = Coefficient de détermination au carré (ajusté)
DW = Coefficient de Durbin-Watson
F = Coefficient de Fisher
Lr = Le retard moyen d'ajustement des recettes réelles
t1 = Elasticité des recettes publiques

2. Pour les dépenses publiques totales, l'on a (les valeurs de la statistique de Student « t » se trouvent entre parenthèses).

$$\text{Log } (G/P)_t = -0{,}06 + 0{,}076 \log Y_t + 0{,}93 \log (G/P)_{t-1}$$
$$(-0{,}39) \quad (1{,}39) \qquad (23{,}4)$$

R^2 = 0,988
R^2-aj. = 0,987
DW = 2,52
F = 14,89
Ld = 13,3
g1 =1

Où :

R^2 = Coefficient de détermination au carré
R^2-aj. = Coefficient de détermination au carré (ajusté)
DW = Coefficient de Durbin-Watson
F = Coefficient de Fisher
Ld = Le retard moyen d'ajustement des dépenses réelles
g1 =Elasticité des dépenses publiques réelles par rapport au revenu réel

3.2.2. Analyse des résultats des estimations

Les résultats ci-dessus montrent que les fonctions des recettes et dépenses publiques présentent un bon degré d'explication, en témoignent les valeurs des coefficients de détermination au carré : en effet, le R_2 nous apprend que la variation des recettes et dépenses publiques est expliquée à 98 % par la variation des variables explicatives.

Parallèlement, la valeur du test de Fisher est économétriquement significative: elle indique que les variables

explicatives, prises ensemble, expliquent la variation des variables dépendantes.

De même, la valeur du test de DW montre, pour les deux fonctions, qu'il n'y a pas d'autocorrélation des résidus à un seuil de signification de 5 %.

Enfin, les valeurs des paramètres affectés aux différentes variables explicatives prises individuellement (test t) expliquent la variation des recettes et dépenses publiques, sauf pour le paramètre affectant le revenu national dans la fonction des dépenses publiques (LY). Ceci peut vouloir dire que les dépenses publiques, pour une année considérée, ne sont pas trop influencées par le niveau du revenu national, puisque même lorsque l'Etat n'a pas de fonds propres, ses dépenses peuvent être financées, entre autres, par l'endettement. Quant à la valeur de l'intercept, elle ne nous intéresse pas pour les besoins de cette étude.

L'élasticité des dépenses publiques (g_1) s'élève à =1 comme le prévoit le modèle théorique utilisé ; tandis que celle des recettes publiques (t1) est de 0,65. Elle est proche de 1 comme le veut le modèle théorique. Cela signifie que, dans le long terme, le niveau des dépenses publiques excède celui des recettes publiques.

Enfin, on remarque que le retard moyen d'ajustement des dépenses publiques réelles à l'inflation est inférieur au retard moyen d'ajustement des recettes.

4. Mesure et implications de l'ajustement des recettes et dépenses au taux d'inflation

4.1. Ajustement des recettes à l'inflation plus vite que les dépenses

Alors que, selon Aghevli et Khan, 1979), les dépenses publiques totales tendent à s'ajuster à leur niveau désiré plus rapidement que les recettes suite à l'inflation ($v>\gamma$), nous trouvons un résultat contraire : les recettes publiques totales tendent à s'ajuster à leur niveau désiré plus rapidement que les dépenses publiques suite à

l'inflation. Nous avons en effet trouvé $\gamma = 0,26$ et $v = 0,07$ comme coefficients d'ajustement respectifs des recettes publiques totales et des dépenses publiques totales à l'inflation.

4.2. Implications de ce résultat : augmentation des recettes tarifaires ?

Le résultat précédent a été trouvé sur base du traitement des recettes publiques et des dépenses publiques globales. Ce ne sont peut-être pas toutes les dépenses publiques qui s'ajustent moins rapidement que les recettes publiques à l'inflation, et vice- versa.

Mais, si l'on s'en tient au résultat obtenu en tenant compte des recettes publiques et des dépenses publiques totales, cela implique que, compte tenu de ses besoins en dépenses, le Gouvernement fait tout pour augmenter des recettes publiques. L'augmentation de ces dernières passe notamment par la hausse des tarifs : de l'eau et l'électricité, la hausse des prix des produits pétroliers, l'augmentation des prix des produits complémentaires au loisir comme les prix des produits de luxe et de la bière...

En période d'inflation, la hausse des prix s'auto-entretient. Elle a comme conséquence, entre autres, la diminution du bien-être des populations, essentiellement celles ayant des revenus bas et fixes. Cette situation est, de nos jours, exacerbée par la faiblesse de l'économie burundaise, faiblesse principalement due à une économie essentiellement basée sur une agriculture peu développée (ayant comme corollaire une production agricole insuffisante), au secteur privé encore rudimentaire, au niveau relativement élevé de taxation, au financement du budget général de l'Etat dépendant essentiellement de l'aide extérieure et de l'endettement, à une balance commerciale déficitaire, à une forte croissance démographique et ses conséquences....

Face à cette situation, il y a la nécessité pour le Gouvernement d'avoir un souci permanent de maîtriser les dépenses publiques, surtout celles qui ne sont pas obligées et de veiller au partage équitable du fardeau de ces hausses répétitives des prix. Bien plus, les

citoyens burundais devraient participer dans les processus où se discute et se décide leur avenir. La participation serait pour eux un moyen permettant d'opérer des choix judicieux, de co-décider et d'atteindre leur plein épanouissement. Cette participation peut emprunter plusieurs voies. Le domaine particulier de la révision des prix en est une. Ainsi, par le truchement de leurs représentants, les citoyens participeraient à la fixation des prix de certains biens et services offerts. Ils influenceraient par ce biais l'allocation budgétaire. Pareille participation encouragerait la transparence dans la gestion des finances publiques.

5. Conclusion

Ce travail avait pour objectif principal de mesurer les effets de la hausse des prix sur le niveau des recettes et dépenses publiques ainsi que leur vitesse d'ajustement à l'inflation.

D'abord, les résultats obtenus montrent que l'élasticité des dépenses publiques s'élève à 1 tandis que celle des recettes publiques est de 0,65.En conséquence, dans le long terme, le niveau des dépenses publiques excède celui des recettes publiques. Enfin, on trouve que le retard moyen d'ajustement des dépenses publiques réelles à l'inflation est inférieur au retard moyen d'ajustement des recettes.

Ensuite, ces résultats impliquent que, suite à la hausse des prix, le Gouvernement cherche à accroître les recettes publiques en général et les recettes tarifaires en particulier. L'augmentation de ces dernières passe notamment par la hausse des prix de certains biens et services, conduisant à la diminution du bien-être des populations pauvres.

Enfin, de tels résultats suggèrent la nécessité pour le Gouvernement d'avoir un souci permanent de maîtriser les dépenses publiques, de veiller au partage équitable du fardeau de la hausse des prix et de faire participer les citoyens, par l'entremise de leurs représentants, aux décisions relatives aux révisions à la hausse des prix de certains biens et services.

6. Références bibliographiques

AGHEVLI B. et KHAN M. (1978, 1979), « Inflationary Finance and the Dynamics of Inflation: Indonesia, 1951-72, *American Economic Review*, vol. 67, pp. 390-403

BRB, *Rapports annuels* 1972, 1978, 1991,1994, 1995, 2002, 2005, 2007, 2009

BRB, *Bulletin mensuel*, n°2, février 2000

Ministère du Plan, *Economie burundaise* 1985, 1987, 1991, 1997, 2003, 2005, 2007, 2008

JACQUEMIN A. et TULKENS H. (1986), *Fondements d'Economie Politique,* Bruxelles, Ed. De Boeck, 2ème édition, 413 p.

Ministère du Plan, *Listings*, Bujumbura, 1970-1976 ; 1977-1985

HAKIZIMANA P, KAMENYERO V (2001), *La pression fiscale au Burundi : ampleur et limites (1970-1998),* ISCAM, mémoire de licence,

MUTONI E., NIYONKURU Y. R. (2010), *La réforme du système fiscal Burundais et ses répercussions sur le financement du déficit budgétaire (1986-2008),* UB, FSEA, mémoire de licence, Annexes

NZIRORERA C. (1991), *La courbe de Laffer : essai de vérification empirique pour le cas du Burundi*, UB FSEA Mémoire de licence, Annexe, p.4.

NZIRORERA C. (1998), « Effets du processus inflationniste sur l'évolution du déficit budgétaire au Burundi », *RIDEC,* n°1, pp.21-48

KOUASSI E. (1997), *Effets de l'inflation sur les variables fiscales ivoiriennes : une étude économétrique,* AERC

THOMAS A. (2000), *Econométrie des variables qualitatives*, Paris, Dunod, 179 p.

Annexes

Tableau 1: Données utilisées (en millions de BIF) (1970-2009)

Année	PIBpm (Y)	R	G	IPC (1980=100)
1970	21239	2173	2133	30
1971	22123	2331	2259	31
1972	21595	2541	2502	32
1973	21355	2774	2836	33
1974	29089	3166	3321	40
1975	33152	3466	3758	46
1976	38675	5464	5573	49
1977	49578	7988	7280	53
1978	54920	8822	6643	71
1979	70391	10482	13714	89
1980	86494	9947	9910	100
1981	89085	9455	10918	113
1982	91911	11558	11695	120
1983	102289	11167	13703	130
1984	120451	15064	15828	148
1985	141347	18253	20305	154
1986	140842	21882	23347	157
1987	143590	17829	20307	168
1988	152907	23883	29500	176
1989	179548	43808	49034	198
1990	196656	44870	54347	218
1991	211897	54310	60005	233
1992	225857	57588	70234	237
1993	227774	58382	68632	261
1994	251760	72164	74444	265
1995	301753	57997	64614	272
1996	276457	45016	64860	277
1997	322433	59212	78651	280
1998	404382	85624	109234	293

1999	460266	99123	124321	349
2000	576979	114213	139806	442
2001	549980	161321	182241	454
2002	584605	186132	236217	458
2003	651590	200523	265510	524
2004	748486	218912	297541	544
2005	860902	275234	299221	554
2006	986601	287612	318623	593
2007	1012811	364724	393524	619
2008	1314112	397741	439221	719
2009	2540400	412534	445872	769

R : Recettes publiques
G : Dépenses publiques
PIBpm (Y) : Produit Intérieur Brut au prix du marché
IPC : Indice des Prix à la Consommation

Source :

Ministère du Plan, Listings, Bujumbura, 1970-1976 ; 1977-1985
BRB, Rapports annuels 1972, 1978, 1991,1994, 1995, 2002, 2005, 2007, 2009
BRB, Bulletin mensuel n°2 février 2000, p.44 pour les données 95 à 98
Ministère du Plan, *Economie burundaise* 1985, 1987, 1991, 1997, 2003, 2005, 2007, 2008
HAKIZIMANA P, KAMENYERO V (2001), *La pression fiscale au Burundi : ampleur et limites (1970-1998),* ISCAM, mémoire de licence,
MUTONI E., NIYONKURU Y. R. (2010), *La réforme du système fiscal Burundais et ses répercussions sur le financement du déficit budgétaire (1986-2008)*, UB, FSEA, mémoire de licence, Annexes
NZIRORERA C. (1991), *La courbe de Laffer : essai de vérification empirique pour le cas du Burundi*, UB FSEA Mémoire de licence, Annexe, p.4.

Résultats des estimations

Dependent Variable: LR
Method: Least Squares
Date: 08/08/11 Time: 15:09
Sample(adjusted): 1971 2009
Included observations: 39 after adjusting endpoints

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
C	-0.143582	0.145468	-0.987035	0.3302
LYIPC	0.178053	0.087345	2.038517	0.0489
LR(-1)	0.745322	0.121290	6.144960	0.0000

R-squared	0.988527	Mean dependent var	4.527436
Adjusted R-squared	0.987890	S.D. dependent var	0.674044
S.E. of regression	0.074175	Akaike info criterion	-2.290973
Sum squared resid	0.198070	Schwarz criterion	-2.163007
Log likelihood	47.67398	F-statistic	1550.967
Durbin-Watson stat	1.737664	Prob(F-statistic)	0.000000

Dependent Variable: LG
Method: Least Squares
Date: 08/08/11 Time: 15:00
Sample(adjusted): 1971 2009
Included observations: 39 after adjusting endpoints

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
C	-0.060862	0.155617	-0.391099	0.6980
LY	0.076910	0.055112	1.395527	0.1714
LG(-1)	0.936083	0.039978	23.41499	0.0000

R-squared	0.988061	Mean dependent var	4.578718
Adjusted R-squared	0.987398	S.D. dependent var	0.698770
S.E. of regression	0.078443	Akaike info criterion	-2.179082
Sum squared resid	0.221520	Schwarz criterion	-2.051116
Log likelihood	45.49211	F-statistic	1489.692
Durbin-Watson stat	2.520817	Prob(F-statistic)	0.000000

Centre Universitaire de Recherche pour le Développement Economique et Social

Référence bibliographique des Cahiers du CURDES

Pour citer cet article / How to citate this article

NZIRORERA Cyriaque, Du processus d'ajustement des recettes et dépenses publiques é l'inflation au Burundi : une évaluation empirique (1970-2009), pp. 1-19, Cahiers du CURDES n° 13, Septembre 2012.

Contact CURDES : curdes.fsea@yahoo.fr